

Les salariés de Gandrange veulent sauver leur usine

SIDÉRURGIE. Après l'annonce de 600 suppressions d'emploi la semaine dernière, les salariés lorrains d'ArcelorMittal en appellent aux pouvoirs publics. Ils veulent obtenir la révision du projet de la direction et manifesteront demain au Luxembourg. **Page 22**

Mobilisation pour sauver Gandrange

SIDÉRURGIE

Du chef de l'État au préfet, les salariés d'ArcelorMittal font feu de tout bois pour éviter les suppressions d'effectifs.

LES RÉACTIONS au projet de réorganisation présenté par ArcelorMittal la semaine dernière n'ont pas tardé. Tandis que le numéro un mondial de l'acier prévoit de supprimer 600 emplois sur 1 100 dans son usine de Gandrange (Moselle), la Lorraine demande à Nicolas Sarkozy la création de zones franches pour sauver son industrie. Sensible à la gravité du dossier, le président de la République devrait d'ailleurs rencontrer Lakshmi Mittal, PDG et principal actionnaire du groupe cette semaine.

De leur côté, Christine Lagarde, ministre de l'Économie, et Hervé Novelli, secrétaire d'État aux Entreprises, affirment qu'ils veilleront au reclassement de tous les salariés. Ces derniers se sont aussi mobilisés. Les syndicats, réunis en intersyndicale, ont hier rencontré le préfet de Moselle. Ils s'opposent à l'arrêt programmé des deux tiers de la production du site, affirmant qu'il est viable économiquement. « Les pertes réali-

sées par Gandrange l'année dernière (35 millions d'euros) sont dues à la mauvaise formation du personnel, explique Xavier Phan-Dinh, représentant CGT. Les retraités ont été remplacés par des jeunes sans expérience. » Pour la CGT, un personnel mieux formé permettrait une meilleure maîtrise des outils industriels et donc d'économiser 120 millions d'euros.

Dividendes pour la famille Mittal

Les syndicats s'inquiètent aussi de la pérennité des emplois proposés en reclassement. La vie des hauts-fourneaux de l'aciérie de Florange, où certains salariés de Gandrange pourraient être transférés, a été prolongée jusqu'en 2012, mais après ? L'avenir du site est incertain, compliqué par la limitation des émissions de CO₂. « Et au Luxembourg, autre solution pour les reclassements, ils sont déjà en sureffectifs », ajoute Xavier Phan-Dinh

Hier, la colère des salariés était attisée par un communiqué d'ArcelorMittal concernant les dividendes versés aux actionnaires : la famille de Lakshmi Mittal devrait percevoir plus de 637 millions d'euros.

ELSA BEMBARON